

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 25 (1933)
Heft: 6

Artikel: Après le 28 mai!
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383915>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

parmi les sans-travail, tandis que les ouvriers qui avaient encore le privilège de travailler, restèrent fidèles à la tactique sociale-démocrate. La jeunesse en particulier eut beaucoup à souffrir du chômage. Il y eut et il y a encore des centaines de milliers de jeunes gens qui n'ont jamais eu d'occupation régulière. Il était impossible d'enrôler ces masses dans le mouvement syndical, elles adhérèrent en masse au national-socialisme qui leur promit monts et merveilles et leur offrit des possibilités d'activité.

De plus, il n'y a pas à contester qu'en Allemagne l'industrie lourde et la propriété foncière ont soutenu le mouvement national-socialiste, en particulier par un large financement. Elles en escomptaient le déclin du mouvement ouvrier et un moyen de parer aux revendications qui ne leur agréaient pas.

L'impossibilité où se trouva le mouvement ouvrier en Allemagne d'englober toutes les couches moyennes du prolétariat, a été particulièrement néfaste. La grande masse des travailleurs organisés, restés fidèles à leurs principes, ne représentaient malheureusement que le tiers des électeurs, ils ne pouvaient contenir le flot fasciste. Cela d'autant moins que ce tiers était encore divisé en deux camps qui se livraient mutuellement une âpre lutte et entre lesquels il n'y avait pas d'entente possible. Cela ne suffisait pas en outre, parce que toute la bourgeoisie, à l'exception du centre catholique, était livrée au national-socialisme, faute d'une tradition de parti nettement bourgeoise. S'il avait été possible d'opérer une scission dans l'une ou l'autre des couches formant le front fasciste ou du moins de la neutraliser, par exemple la classe des employés, ou des petits et moyens paysans, une lutte défensive eut pu l'emporter.

En Europe occidentale, en particulier en *France* et en *Angleterre*, on a observé jusqu'à présent de minimes tentatives d'un mouvement fasciste. Le lecteur s'expliquera le fait de lui-même, la plupart des facteurs que nous avons mentionnés ici comme étant cause du fascisme, ne jouent pas de rôle dans ces pays ou du moins l'influence qu'ils peuvent avoir est des plus insignifiantes.

Nous consacrerons un article spécial à la situation en Suisse.

Après le 28 mai!

La solidarité des ouvriers a remporté la victoire! C'est par une majorité inattendue que la loi sur la baisse des salaires du personnel fédéral a été rejetée. Le lien de la solidarité qui lie les salariés, les ouvriers de l'industrie, les fonctionnaires, les employés et les chômeurs ainsi que la grande partie des paysans, a prouvé une fois de plus combien il est solide. Et, nous sommes persuadés, que le personnel fédéral dont les revendications étaient plus spécialement en cause cette fois-ci, saura également faire preuve de solidarité envers les ouvriers de l'industrie privée lorsque l'occasion se présentera.

Nous n'avons pas l'intention de commenter ici les résultats de la votation populaire du 28 mai; nous nous bornerons à caractériser en quelques mots son importance. Le vote n'est qu'une condamnation de la politique du Conseil fédéral et de l'Assemblée fédérale, et cela à deux points de vue: Tout d'abord, il marque la condamnation de la *politique financière du Conseil fédéral* consistant à faire supporter par le personnel de la Confédération les charges imposées à l'Etat par la crise, ainsi qu'aux masses populaires sous forme d'impôts sur la consommation, au moment même où l'on déchargeait la propriété. De plus, la politique économique du Conseil fédéral, qui prétendait pouvoir lutter contre la crise par la baisse des salaires, a été énergiquement rejetée.

Ce beau résultat est dû en partie au programme de crise très net et très explicite de la classe ouvrière que le Conseil fédéral avec sa politique des petites doses et de soi-disant moindre résistance n'a pas pu supplanter et, d'autre part, à *l'exemplaire propagande faite parmi les masses*.

Contrairement à ce qui s'est passé lors de la dernière crise, alors que le rejet du projet de la prolongation de la durée du travail avait brisé net l'attaque de la réaction, la lutte actuelle n'est pas terminée par cette dernière votation. Il y aura encore de nombreuses décisions importantes à mettre au point, tout d'abord la question de *l'impôt de crise*, puis celle des assurances sociales dont on voudrait saboter le fonds pour se procurer des moyens financiers. Notre travail d'éclaircissement des foules doit donc se poursuivre plus intensément encore si nous voulons que nos revendications de crise remportent la victoire.

Nous publions ci-dessous les résultats de la votation du 28 mai par canton et ajoutons aux fins d'une comparaison les résultats des votations de 1924 sur la prolongation de la durée du travail et de 1920 sur la durée du travail dans les entreprises de transport (fixation légale de la durée du travail réduite). Lors des trois votations, c'est le mot d'ordre des syndicats qui a triomphé.

	Loi sur la baisse des salaires 28 mai 1933		Révision de l'art. 41 17 février 1924		Loi sur la durée du travail 31 octobre 1920	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	Zurich	68,042	90,810	41,964	80,595	72,873
Berne	56,195	93,679	58,425	72,610	60,013	51,485
Lucerne	15,949	21,347	15,093	14,760	12,655	12,189
Uri	1,178	3,786	1,656	2,788	2,545	1,108
Schwyz	5,790	7,009	4,194	6,211	2,293	6,848
Obwalden	2,399	1,674	1,917	929	673	1,490
Nidwalden	1,630	1,126	1,318	796	595	1,076
Glaris	4,604	3,295	1,947	5,242	4,279	1,726
Zoug	2,770	4,076	2,372	3,637	3,079	1,636
Fribourg	17,654	12,600	17,058	8,541	7,705	13,864
Soleure	11,090	22,444	7,342	20,464	16,705	5,868
Bâle-Ville	8,552	28,185	6,657	22,116	17,817	2,644
Bâle-Campagne	5,839	15,292	4,192	12,685	8,944	4,061
Schaffhouse	5,736	6,530	4,311	6,705	6,228	4,086
Appenzell R. E.	7,054	3,779	6,015	5,174	4,387	6,010

	Loi sur la baisse des salaires 28 mai 1933		Révision de l'art 41 17 février 1924		Loi sur la durée du travail 31 octobre 1920	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Appenzell R. I.	1,899	576	1,656	757	430	1,912
St-Gall	33,704	29,417	25,061	33,276	26,405	26,890
Argovie	28,868	33,626	20,225	33,834	27,778	21,084
Thurgovie	19,336	12,128	15,317	13,825	13,046	13,516
Grisons	12,266	13,267	13,021	8,897	8,186	11,050
Tessin	10,359	17,075	7,736	14,503	11,782	4,438
Neuchâtel	14,506	13,450	7,910	16,733	15,415	6,219
Genève	13,500	19,045	6,948	17,086	15,179	4,174
Vaud	47,693	39,752	36,920	22,724	21,811	30,091
Valais	12,730	9,844	11,413	11,292	8,643	10,136
	409,343	503,812	320,668	436,180	369,466	277,342

Qu'achète la Suisse en Allemagne?

Le bilan commercial suisse avec l'Allemagne a toujours été *passif*, c'est-à-dire que la Suisse a toujours importé plus de marchandises d'Allemagne qu'elle n'en a exportées. Ce solde passif du bilan commercial a été couvert en partie par d'autres recettes, avant tout par le trafic des étrangers, rendement de placements de capitaux en Allemagne. Cependant, il est à supposer que dans les années précédentes déjà, le bilan des versements (c'est-à-dire l'ensemble des payements que la Suisse a à effectuer en faveur de l'Allemagne, par rapport aux payements de l'Allemagne à la Suisse) était passif.

Au cours des dernières années, cet état de choses s'est sensiblement modifié au détriment de la Suisse. Le fait ressort notamment du bilan commercial, dont nous extrayons les chiffres suivants:

Commerce extérieur de la Suisse avec l'Allemagne.

	Importation	Exportation	Excédent d'importation	Excédent d'importation en % de l'importation
	en millions de francs			
1922	365,6	192,6	173,0	47,4
1923	416,9	123,4	293,5	70,4
1924	486,4	327,7	158,7	32,7
1925	471,1	368,3	102,8	21,8
1926	465,1	266,8	198,3	42,7
1927	541,7	397,9	143,8	26,6
1928	623,9	387,2	236,7	37,9
1929	698,1	354,8	343,3	49,2
1930	709,1	282,5	426,6	60,2
1931	659,9	198,4	461,5	69,9
1932	499,5	111,4	388,1	77,7
Janvier/avril 1933	144,3	48,1	96,2	66,5

Pour la moyenne des années 1922/1929, périodes à peu près normales, l'excédent d'importation représenta le 41 pour cent de l'importation. Ainsi, les trois cinquièmes de l'importation d'Alle-